

"La base d'une nouvelle stabilité européenne" dans Luxemburger Wort (20 juin 1950)

Légende: Le 20 juin 1950, le quotidien luxembourgeois Luxemburger Wort examine la portée politique et économique du projet de Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 20.06.1950, n° 171; 103e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Grundlegung einer neuen europäischen Stabilität", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_base_d_une_nouvelle_stabilite_europeenne_dans_luxemburger_wort_20_juin_1950-fr-3de0e6bb-b8e1-4f2d-bcc5-8c2d8b440867.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La base d'une nouvelle stabilité européenne

Aujourd'hui, personne ne peut échapper à la question sur le Plan Schuman. Les uns y sont favorables, les autres – une minorité – y sont opposés. Les travaillistes britanniques se tiennent à l'écart et suivront de loin avec des sentiments mitigés les représentants des six pays européens qui vont se réunir cet après-midi au Quai d'Orsay à Paris autour d'une table ronde pour donner forme et structure à l'idée de Robert Schuman, le ministre français des Affaires étrangères. Ils auraient pu être de la fête; tout le monde aurait souhaité qu'ils soient là, mais ils n'ont pas voulu et ils doivent après coup constater qu'ils ne sont guère parvenus à rallier leurs camarades socialistes continentaux à leur cause isolationniste. Hier, au cours de la Conférence internationale du Travail à Genève, Léon Jouhaux, le dirigeant syndicaliste français, s'est prononcé sans réserve en faveur du plan de la CECA, la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Une telle approbation sans restriction n'a sûrement pas été du goût des membres du *Labour*. Toujours est-il que cet assentiment démontre ce que pensent les socialistes du continent, ou du moins ce qu'ils sont obligés de penser sous la pression de l'opinion publique.

Les communistes ont à leur tour pris position. Par l'intermédiaire de la CGT [Confédération générale des travailleurs], le syndicat français qui est sous la houlette des communistes, et du «*Freier Deutscher Gewerkschaftsbund*», une confédération allemande de syndicats basée dans la zone d'occupation soviétique et qui n'est pas moins dépendante des communistes, ils se lancent dans une véritable déclaration de guerre contre le Plan Schuman. On n'en attendait pas moins.

Sur un point, il faut tout de même donner raison au manifeste de ces syndicats communistes français et des régions de l'est; en effet, là où ce manifeste met sur le même niveau le Plan Schuman, le Plan Marshall et «son aboutissement, le Pacte atlantique». Tous les trois servent au même but, sauf à celui avancé par les communistes, qui prétendent de mauvaise foi qu'ils visent plutôt la guerre. Tout au contraire, leur objectif est la paix, et tous ceux qui font preuve de bonne volonté le savent. Compte tenu de la grande détermination des intéressés, ces trois plans vont se compléter et se parfaire mutuellement, et pour cette même raison il fallait déjà réfléchir deux fois avant qu'on les rejette pour des raisons de politique de parti.

On prétend que tout réaliste ne peut pas encore se rallier au Plan Schuman. Mais, tout réaliste peut accepter le but que s'est fixé le Plan Schuman et il peut contribuer avec son savoir et ses connaissances à remplir les conditions pour atteindre ce but réaliste grâce à des moyens réalistes. En d'autres mots: il n'a pas besoin de rester à l'écart, ou plus encore, il n'a pas le droit de se tenir à l'écart, mais il doit «y mettre du sien pour codifier les modalités du Plan pour le bien de son pays et pour le bien de l'Europe». C'est pour cette même raison que se tient aujourd'hui à Paris, au Quai d'Orsay, la conférence des six pays européens. Le Luxembourg y a envoyé les représentants des départements gouvernementaux concernés, des représentants de l'industrie et des représentants des deux grands syndicats, ce qui prouve dans quel état d'esprit on aborde l'élaboration de ce Plan, dont tout le monde s'accorde à dire que l'avenir de notre continent en dépend.

Il ne faut pas dès aujourd'hui ou demain s'attendre à des miracles de la conférence de Paris. En effet, la conférence ne cherche qu'à nous indiquer le chemin que doivent prendre l'économie européenne et la politique de l'Europe pour reprendre conscience de soi-même. Il serait insensé de créer de nouveaux obstacles, l'Europe a déjà fort à faire avec les vieux obstacles. Et nous aussi. On se souvient qu'à l'occasion des récents débats sur le budget à la Chambre des députés, le ministre des Affaires étrangères Bech avait évoqué les difficultés économiques que rencontrait le Luxembourg. Grâce à notre contribution au Plan Schuman, on veut faire de notre mieux pour surmonter ces difficultés. Car nous sommes convaincus qu'avec ce geste nous contribuons à promouvoir le bien-être de tous – ne serait-ce que grâce à l'édification d'une base pour une nouvelle stabilité européenne et grâce à la consolidation de la paix. Cette conviction a déterminé notre approbation du Plan Schuman.